

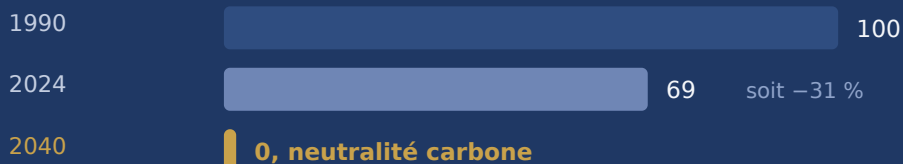
Transmettre vivant

Baisser nos émissions ne suffit pas. Il faut aussi un pays qui tienne debout sous la chaleur, la sécheresse et les tempêtes.

« Construire plutôt que promettre »

Dix ans avant l'Europe

Émissions de la France



base 100 en 1990 · 367 Mt de CO₂ en 2024 · Citepa et SDES

Le rythme actuel ne suffit pas

3 % par an aujourd'hui

le double, dès maintenant

Dix ans avant l'Europe : c'est un choix, et il oblige à accélérer tout de suite.

La France a déjà réduit ses émissions de 31 % ⁽¹⁾ depuis 1990. Ce n'est pas rien, et personne ne le dit. Mais au rythme actuel, environ 3 % par an, les objectifs ne seront pas tenus.

Le programme fixe la neutralité carbone en 2040, dix ans avant l'Europe. Ce n'est pas un slogan : c'est l'engagement de doubler le rythme, tout de suite.

Citepa, Secten édition 2026 : émissions 2025 estimées à 359 Mt CO₂e hors puits, -2,1 % sur un an. SDES, parc de logements par DPE au 1er janvier 2025 : 3,9 millions de logements F ou G.

Un cap daté, et de l'argent qui sert

Deux règles commandent tout le reste.

- **Une énergie entièrement décarbonée** : parc renouvelé et renouvelables, sans opposer les deux. On ne décarbone pas l'industrie avec de l'électricité au charbon. ⁽²⁾
- **Et le financement des petits réacteurs sera conditionné** à une filière capable de consommer une partie des déchets existants : seules certaines technologies le permettent.
- **L'argent public ne va qu'à ce qui rend le pays robuste.**
- **Un responsable clair par domaine** : la rénovation à l'ADEME, la biodiversité à l'OFB, la forêt à l'ONF, l'agriculture à l'INRAE. Une mission, une institution, un comptable.
- **Et une trajectoire secteur par secteur** : transports et bâtiment par l'électrification, industrie par le coût du parc, agriculture par les sols, puits forestiers pour le solde. Chacun a son jalon et son responsable.
- **Et elles travaillent avec les agriculteurs** : personne ne connaît mieux un sol que celui qui le travaille.
- **Et les sapeurs-pompiers renforcés de 25 % en cinq ans**, effectifs et moyens, environ 1 Md€ par an : on ne choisit plus entre deux départs de feu.

POURQUOI DIX ANS AVANT

Parce qu'attendre coûte plus cher. Le risque n'est pas de payer trop tôt : c'est de payer deux fois, une fois pour réparer à l'identique, une autre quand le choc suivant frappe.

(2) Anah, bilan 2025 : 120 306 rénovations d'ampleur aidées, après 91 374 en 2024. Ministère de la Transition écologique, stratégie bas carbone secteur bâtiment, juillet 2026.

Des primes aux prêts qui reviennent

Aujourd'hui

Des primes dispersées, des travaux qui ne changent rien

Demain

Des prêts bonifiés, remboursés par les économies d'énergie

250 000 par an à mi-mandat

rénovations d'ampleur, et non des repeints.

Près de 4 millions de passoires thermiques : chères à chauffer l'hiver, invivables l'été.

Près de quatre millions de résidences principales étaient classées F ou G au 1er janvier 2025 : chers à chauffer l'hiver, invivables l'été. C'est le premier poste d'émissions sur lequel un ménage peut agir, et le premier poste de facture.

Le problème n'est pas l'absence d'aides : c'est qu'elles financent trop souvent des travaux qui ne changent rien.

Rénover ce qui compte, payé par ce qu'on économise

Des primes qui se dispersent aux prêts qui se remboursent.

- **Les primes dispersées sont supprimées**, MaPrimeRénov' et les certificats d'économie d'énergie compris, au profit de **prêts bonifiés remboursés par les économies d'énergie générées**. ⁽³⁾
- **Réservés aux travaux qui rendent robuste** : isolation, puits canadien, ventilation double flux, sobriété en eau. On finance ce qui fait baisser la facture **l'hiver comme l'été**.
- **Le prêt est adossé à une garantie d'économie**, et c'est ce qui le rend sûr : une **étude thermique** établit l'économie attendue, entretien et assurance couverts. Si elle n'est pas au rendez-vous, ce n'est pas le ménage qui paie.
- **250 000 rénovations d'ampleur par an à mi-mandat, 400 000 en 2032, 700 000 en 2040**, coût public brut $\approx 1,42$ Md€/an, même règle pour les écoles et les hôpitaux.
- **Le point de vérité**. 120 000 en 2025 (Anah) : **on ne multiplie pas une filière par six en cinq ans, on la construit**.
- **Pour les bailleurs, un amortissement de droit commun** : 2 % par an sur le bâti, à la place des niches, avec deux garde-fous : jamais de déficit imputable sur les autres revenus, et amortissements réintégrés à la revente.

ET LE NEUF

Tout bâtiment futur, logement, public ou industriel, n'obtient son permis que s'il est conçu robuste. Une condition de résultat, pas une norme de plus.

(3) CEA, réacteurs à neutrons rapides et gestion des matières, cadre consulté en 2026 : seules certaines technologies consomment une part des déchets existants

L'eau : quatre chantiers qui se tiennent

La stocker

retenues, zones humides,
nappes rechargées

L'économiser

goutte-à-goutte, sols vivants,
variétés résistantes

Ne plus la gaspiller

réacteurs refroidis par l'air
plutôt que par nos rivières

En produire, sur le littoral

dessalement par osmose alimenté
par des SMR, là où il y a la mer

Le dessalement ne vaut que sur les côtes : littoraux et outre-mer.

Le point de vérité : refroidir par l'air coûte un peu de rendement.

Le programme le dit, plutôt que de promettre le sans-compromis.

La sécheresse ne menace pas seulement les récoltes : elle fragilise l'eau potable, les rivières, et jusqu'à nos centrales, qui s'arrêtent quand l'eau manque ou qu'elle est trop chaude.

Le programme traite l'eau comme une chaîne, et non comme quatre problèmes séparés.

L'eau stockée, économisée, préservée, produite

Chaque maillon manquant fait tomber les autres.

- **La stocker** : retenues, zones humides sanctuarisées et recrées, des mares et des étangs creusés dans les forêts : biodiversité, nappes, réserves contre les incendies, et l'eau de pluie récupérée sur chaque toit. ⁽⁴⁾
- **L'économiser** : goutte-à-goutte, haies et agroforesterie, sols vivants, variétés résistantes, et une agriculture adaptée région par région plutôt qu'une norme nationale.
- **Ne plus la gaspiller** : des réacteurs refroidis par l'air plutôt que par nos rivières, les neufs d'emblée, les centrales existantes équipées une à une, en commençant par les plus exposées aux étiages.
- **En produire, là où il y a la mer** : des petits réacteurs alimentent des usines de dessalement par osmose inverse, littoraux et outre-mer, jamais l'intérieur des terres : on ne dessale pas une rivière.
- **La rendre propre** : les stations d'épuration mises en conformité pour retirer le maximum de polluants, pesticides, résidus de médicaments et d'antibiotiques. L'eau retourne à la nature sans sa charge, et ceux qui mettent ces substances sur le marché financent leur traitement, jamais la facture des familles.

LE POINT DE VÉRITÉ

Refroidir un réacteur par l'air coûte un peu de rendement. C'est précisément le défi que doivent résoudre les turbines de nouvelle génération. Le programme le dit, plutôt que de promettre le sans-compromis.

(4) ONF, missions 2026 : gestion des forêts publiques. Union européenne, loi européenne sur le climat : neutralité en 2050, dix ans après la cible du programme.

Vivre un été à quarante degrés

Les canicules s'allongent, les nuits tropicales se multiplient. La chaleur n'est plus un sujet de confort : c'est un sujet de santé, d'école et de travail.

Et elle frappe inégalement : ceux qui vivent dans une passoire, sans arbre ni volet, la subissent trois fois plus que les autres.

-
- Des hôpitaux et des écoles climatisés, le temps que le bâti soit refait.
 - Des lieux publics rafraîchis ouverts à tous : écoles, maisons de retraite, gymnases.
 - Une ville qui renvoie la chaleur au lieu de l'emmagasiner.

Une ville et un bâti conçus pour la chaleur

On agit sur ce qui ne peut pas attendre, et on conçoit pour ne plus avoir à climatiser.

- **Un bâti qui se passe de climatisation** : volets et protections solaires, ventilation naturelle, matériaux clairs. La climatisation est un pansement, pas une solution.
- **Sauf là où l'on ne peut pas attendre** : les hôpitaux et les écoles sont climatisés, le temps que le bâti soit refait. La sobriété n'est pas un dogme quand la santé est en jeu.
- **Une ville qui renvoie la chaleur** : toits et façades végétalisés, toitures claires, moins de bitume, et aucune augmentation nette des surfaces artificialisées.
- **Des îlots de fraîcheur ouverts à tous** pendant les canicules : fontaines, places ombragées, écoles, maisons de retraite et gymnases rafraîchis.

QUI PROTÈGE-T-ON D'ABORD

Les personnes âgées, les malades chroniques et les enfants : ce sont eux que les canicules tuent, et ce sont eux qui vivent le plus souvent dans les logements les moins protégés.

Le vivant, notre meilleure défense

On parle beaucoup du carbone et peu du vivant. Pourtant une forêt qui brûle, une haie arrachée ou une rivière asséchée coûtent deux fois : en ce qu'elles produisaient, et en ce qu'elles protégeaient.

Le vivant n'est pas un supplément d'âme de la politique climatique : c'est son infrastructure la moins chère.

- La forêt confiée à l'ONF, avec le reboisement et la diversification.
- La biodiversité à l'Office français de la biodiversité, avec les associations et les centres de sauvegarde.
- Les sols vivants, les haies et l'agroforesterie aidés comme des investissements.

Des sols, des haies, des forêts, et un responsable pour chacun

Une mission, une institution, un comptable.

- **La forêt à l'ONF** : reboisement, diversification des essences, et une gestion qui prépare les forêts au climat de 2050.
- **La biodiversité à l'Office français de la biodiversité**, avec les associations de terrain.
- **Des sols qui respirent** : moins de bitume, et la pluie qui s'infiltre au lieu de ruisseler.
- **Haies, agroforesterie et cultures diversifiées** aidées comme des investissements de robustesse.
- **Le bio développé sur trois voies, parce qu'il protège ce qu'il cultive** : moins d'intrants, c'est une eau plus propre, des sols vivants et des pollinisateurs qui reviennent. Le **bio premium** pour les circuits courts ; le **bio industriel** produit en volume, pour qu'il cesse d'être un luxe ; le **bio stratégique** adossé aux cantines, hôpitaux et écoles, dont la commande publique garantit le débouché : on se convertit sans risquer de ne pas vendre.
- **Récompensé, jamais imposé** : ce qui est sanctionné, c'est le résidu. Un malus frappe les produits, français comme importés, dont les traces de pesticides dépassent les seuils sanitaires.

POURQUOI ÇA TIENT ENSEMBLE

Une haie retient l'eau, abrite les auxiliaires de culture, protège du vent et stocke du carbone. Aucune subvention ne fait quatre choses à la fois pour ce prix.

250 000⁽⁵⁾

rénovations d'ampleur par an à mi-mandat, 700 000 en 2040

Une politique climatique ne se juge pas à ses objectifs mais à ce qu'elle change dans une maison, dans un champ, dans une caserne.

Voici cinq situations, et ce que le programme y fait.

-
- Des prêts remboursés par les économies, pas des primes dispersées.
 - Une condition de résultat sur le neuf, pas une norme de plus.
 - Un responsable identifié pour chaque mission.

Anah, bilan 2025, et stratégie bas carbone du ministère de la Transition écologique, juillet 2026.

Cinq situations, cinq effets

Ce que le programme fait à cinq endroits.



Un pavillon mal isolé

passoire thermique

Un prêt bonifié finance isolation et confort d'été, remboursé par les économies de chauffage. La facture baisse, et l'été devient tenable.



Un bailleur

immeuble ancien

Il amortit 2 % par an sur le bâti, comme un investisseur institutionnel, au lieu de courir après une niche fiscale. Report d'impôt, pas cadeau.



Un agriculteur

en zone sèche

Retenues, goutte-à-goutte, haies et variétés résistantes sont aidés comme des investissements de robustesse, pas comme des dépenses de confort.



Une école de village

quarante degrés en juin

Elle est climatisée le temps que le bâti soit refait, et devient un lieu rafraîchi ouvert à tous pendant les canicules.



Une caserne de pompiers

mégafeux et inondations

Vingt-cinq pour cent d'effectifs et de moyens en plus en cinq ans, et une articulation avec le SAMU : on ne choisit plus entre deux départs de feu.

« 2040, c'est intenable »

C'est exigeant, et nous ne prétendons pas l'inverse : tenir 2040 suppose de **doubler le rythme actuel** de baisse des émissions. Le programme ne cache pas l'effort, il le date.

Mais l'alternative n'est pas gratuite. Chaque canicule, chaque inondation, chaque récolte perdue a un coût, et il se paie deux fois quand on répare à l'identique. **Le calendrier le plus cher est celui de l'attente.**

- « Le nucléaire n'est pas écologique » : il est décarboné, et il est renouvelé, pas éternel.
- « Vous allez interdire la voiture » : non. On rend le bâti et l'eau robustes, on ne rationne pas.
- « Les primes marchaient » : elles finançaient des travaux qui ne changeaient rien.

Les trois objections, une par une

Elles reviendront à chaque débat. Autant y répondre ici, par écrit.

- « **2040 est irréaliste.** » C'est un doublement du rythme, et il est daté. Un objectif sans date n'engage personne ; une date sans moyens non plus. Ici, les deux sont écrits.
- « **Vous supprimez les aides à la rénovation.** » Nous supprimons des primes qui se dispersaient, au profit de prêts remboursés par les économies. Le ménage y gagne, et l'argent public revient au lieu de partir.
- « **Nucléaire et écologie ne vont pas ensemble.** » Une électricité décarbonée est la condition pour décarboner l'industrie et les transports : passer la seule sidérurgie française à l'hydrogène et au four électrique demanderait de l'ordre de 30 TWh par an, environ 6 % de la consommation nationale. Et le programme va plus loin : des réacteurs qui cessent de puiser dans nos rivières.

CE QUE NOUS NE CACHONS PAS

Refroidir par l'air coûte du rendement, le dessalement consomme de l'énergie, et la rénovation prend des années. Aucune de ces trois choses n'est indolore.

La nature n'est pas un décor. C'est un héritage.

Un pays juste, c'est un pays où l'effort paie, où les règles sont les mêmes pour tous, et où la nature est transmise vivante. Cette dernière phrase n'est pas un ornement : c'est la seule des trois qui engage ceux qui ne votent pas encore.

Ce qui se passe dès l'élection

Rien de tout cela ne vaut sans calendrier ni contrôle.

- **Dès 2027** : les prêts de rénovation ouverts (votre banque distribue, la Caisse des dépôts refinance sur les Livret France, l'État bonifie d'un point et garantit), les primes dispersées supprimées, la condition de robustesse appliquée aux permis, la sécurité civile renforcée.
- **Un responsable par mission**, qui rend compte publiquement : ADEME, Office français de la biodiversité, ONF, INRAE.
- **2040 : neutralité carbone**, dix ans avant l'objectif européen.
- **Et un cap tenu par-delà les alternances** : le Conseil de France fixe des caps à cinq, dix et vingt ans et veille à leur continuité. Il ne gouverne pas, il empêche d'oublier.
- **Si une ligne ne tient pas, elle est révisée en public.**

COMMENT VÉRIFIER

Trois chiffres, publiés chaque année : les émissions annuelles, le nombre de rénovations d'ampleur réalisées, et la part des permis délivrés sous condition de robustesse.

Chaque chiffre a sa source

Rien à croire, tout à vérifier, les numéros (1) au fil des pages renvoient ici.

(1) Citepa, Secten édition 2026 : émissions 2025 estimées à 359 Mt CO₂e hors puits, -2,1 % sur un an. SDES, parc de logements par DPE au 1er janvier 2025 : 3,9 millions de logements F ou G.

(2) Anah, bilan 2025 : 120 306 rénovations d'ampleur aidées, après 91 374 en 2024. Ministère de la Transition écologique, stratégie bas carbone secteur bâtiment, juillet 2026.

(3) CEA, réacteurs à neutrons rapides et gestion des matières, cadre consulté en 2026 : seules certaines technologies consomment une part des déchets existants

(4) ONF, missions 2026 : gestion des forêts publiques. Union européenne, loi européenne sur le climat : neutralité en 2050, dix ans après la cible du programme.

(5) Anah, bilan 2025, et stratégie bas carbone du ministère de la Transition écologique, juillet 2026.

Nous avons besoin de vous

Ce programme ne demande pas d'être cru : il demande d'être vérifié. Et il ne se fera pas seul.

- **Nous avons besoin des élus locaux**, qui rouvrent les commerces, accueillent les usines et connaissent leur territoire mieux que Paris. Et d'abord de 500 d'entre eux, pour que cette candidature existe.
- **Nous avons besoin des syndicats**, parce que la durée du travail, la pénibilité et les retraites ne se règlent pas par ordonnance. Elles se négocient, ou elles ne tiennent pas.
- **Nous avons besoin des Français**, qui votent, qui produisent, et qui feront vivre ou mourir ce texte. Aucun des trois ne suffit seul.
- **Et sur ce sujet en particulier**. Rien ne se rénove sans les artisans, rien ne se plante sans les agriculteurs, rien ne se protège sans les communes. Le climat est le sujet le moins solitaire qui soit.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

Faites-le lire, en main propre ou par message. **Parlez-en autour de vous** : un livret qui parvient à un élu par un habitant de sa commune pèse plus qu'un courrier de campagne. **Vérifiez nos sources** : elles sont datées à chaque page.

Construire plutôt que promettre.

En vingt ans, la France est passée d'une logique de protection à une logique de compensation par l'importation. Notre projet consiste à redevenir un pays qui produit et construit : des entreprises, des logements, des familles, des écoles et de la confiance.

On vous fait confiance, et on vous donne une chance de changer les choses. Le programme complet, chaque euro classé et chaque chiffre sourcé, est dans le livre et dans la version courte.

XAVIER BALDUINI

WWW.PETITPREAMBULE.FR